

Communiqué transmis à la presse le 11 novembre
1995

St-Ursanne : un cas de conscience !

DES que le scandale des déchets toxiques de St-Ursanne fut révélé, le Groupe Bélier a prit clairement position : fermeture immédiate de la décharge et expertise neutre ! À ce jour, seul fait nouveau, un rapport intermédiaire d'expertise a été rendu public.

Cette expertise préliminaire, et donc partielle et incomplète, met déjà pourtant le doigt sur des éléments essentiels : il est nécessaire d'étanchéifier la décharge à certains endroits, la stabilité des galeries à long terme doit être vérifiée, etc. En outre, les experts révèlent le manque de connaissances quant à l'hydrogéologie du site. Une analyse des eaux souterraines doit au plus tôt démontrer ou non le lien hydrologique entre la décharge de "gadoue" et la nappe phréatique de Champs-Fallat. En tout état de cause, les experts sont unanimes à dire qu'aucune autorisation d'exploiter définitive doit être délivrée à DMS tant que toutes les inconnues n'ont pas trouvé une réponse satisfaisante.

Négligeant sans coup férir les précautions nécessaires à prendre en pareil cas, alors que la sagesse élémentaire eût été d'attendre les conclusions finales de l'expertise, le Gouvernement jurassien a donné l'autorisation d'exploiter provisoirement la décharge. Qu'est-ce que cela cache ?

Il est désormais de notoriété publique que dans cette affaire, le Gouvernement jurassien, et en particulier son président, Pierre Kohler, et l'Office des eaux et de la protection de la nature, ont montré toute leur incapacité. N'ont-ils pas accepté des déchets non stabilisés en trop grande quantité ? Fairtec devait verser sur un compte bancaire bloqué quelque 300 francs de garantie par tonne de déchets stockés. Cela n'a pas été fait. L'État jurassien qui aurait dû dans cette affaire assurer le contrôle tant au niveau technique que financier a fait preuve de la négligence la plus totale. Et aujourd'hui, on craint comme la peste la faillite de cette "boîte" qui laisserait à l'État jurassien une facture salée à régler !

Le résultat : pour de l'argent et des magouilles financières, on mettra en péril un des plus beaux bijoux de notre pays. C'est inadmissible et nous le dénonçons.

Groupe Bélier